

Pierre Laurent

Bruxelles, le 10 avril 2014

Conférence du PGE et de Transform ! Europe
« *Ensemble nous pouvons mettre fin aux problèmes de la dette et de l'austérité* »

Mesdames, Messieurs, syndicalistes, économistes, intellectuels, responsables politiques de gauche

Chers amis, Chers camarades,

Je vous remercie chaleureusement de votre présence à cette Conférence que le Parti de la gauche européenne organise conjointement avec Transform ! Europe, sa fondation politique. Nous avons décidé en décembre, lors du congrès du PGE, de tenir cette initiative, en même temps que nous avons désigné Alexis Tsipras, que je remercie également pour sa présence, pour être notre candidat commun à la Présidence de la commission européenne.

Le fait que nous soyons réunis, ici et maintenant, est d'une très grande importance et a une signification particulière. C'est ici, à Bruxelles, que se prennent des décisions que nous contestons et qui plongent depuis maintenant 5 ans des centaines de milliers d'Européens, dans des difficultés gravissimes. C'est ici que siègera le nouveau parlement européen, celui qui sera élu le 25 mai. C'est ici qu'il faut reconquérir le pouvoir pour les citoyens. Ici et bien sur dans nos pays aussi.

Cette conférence est pour nous, un acte de résistance politique à l'austérité mais aussi et avant tout un acte de construction démocratique de solutions progressistes.

Nous nous posons le problème assez simplement. Si nous voulons que les citoyens retrouvent du pouvoir en Europe et si nous voulons que d'autres choix soient possibles, il y a un impératif inévitable : le pouvoir des marchés financiers doit reculer en Europe.

Il n'y aura pas de reconquête sociale et de reconquête citoyenne si les politiques européennes sont faites pour les marchés. Ce pouvoir des marchés s'exerce dans des politiques concrètes, dans des choix politiques, mais il s'exerce aussi dans les idées, dans les mots régulièrement imposés comme des évidences. La chape de plomb est économique et financière, mais elle est aussi politique et idéologique. Le travail doit se mener sur tous les terrains.

La crise de 2008 a été le symptôme de la plus grave crise capitaliste depuis les années 30. C'est une crise de la domination du capitalisme financier, symbolisée de manière caricaturale en Europe par le statut et les missions qui ont été accordées à la Banque centrale européenne qui agit hors contrôle politique et citoyen. Depuis le début de cette crise, les forces capitalistes ont tenté d'imposer une vision unique du diagnostic et des solutions à la crise alors que celle-ci révélait l'impasse du modèle de la compétitivité financière, de la domination des marchés. La cause de la crise, ce serait la dette publique et les trop lourds fardeaux des dépenses publiques et du « coût du travail ». Les interventions de ce matin ont fait la démonstration du caractère plus que discutabile de ce diagnostic.

Dans leur raisonnement, le remède est alors très simple : il faut sauver le système bancaire et financier, reconstruire les marges de rentabilité de ce système en sacrifiant la dépense publique, le social et le pouvoir d'achat des travailleurs. Le niveau social de l'Europe est devenu un obstacle global à la rentabilité du système financier mondial. Cette vision conduit l'Europe toute entière à l'échec. Nous refusons ce scénario de l'échec et nous voulons travailler à des solutions. C'est le sens de cette conférence.

Nous savons qu'il y a une autre voie, nous voulons lui donner de la force et de la crédibilité. Cet autre chemin doit être visible et faire éclater le consensus libéral qui verrouille tous les espoirs.

Nous ne voulons pas d'une élection européenne qui soit une comédie.

Le Parti socialiste européen et le Parti populaire européen vont faire mine de s'opposer sur les choix alors que comme on vient de la voir cette semaine, ils sont déjà en train de se partager les postes et les rôles dans les différentes institutions pour faire, au final, la même politique, appliquer les mêmes traités, comme le traité budgétaire Européen.

Nous n'acceptons pas ce déni de démocratie et nous voulons un véritable débat sur les choix, les alternatives économiques, sociales et politiques.

Il y a heureusement pour cela des élus dans le parlement européen qui n'ont jamais cessé de porter d'autres solutions, qui n'ont pas abandonné les travailleurs, les peuples, l'intérêt général et qui ont une autre éthique politique, qui ont fait entrer les exigences citoyennes dans le parlement, les idées qui émanent des luttes. Et je veux saluer les députés européens présents ici aujourd'hui, en particulier ceux de la GUE-NGL.

Il y a des partis, le Parti de la gauche européenne mais d'autres aussi qui cherchent des solutions et veulent de plus en plus travailler ensemble.

En Europe, il y a des citoyens, des syndicalistes, des intellectuels, des acteurs du mouvement social qui résistent, il y a des jeunes qui se mobilisent pour un autre avenir. Nous sommes ici dans les locaux de la Confédération européenne des syndicats. La semaine dernière des 80 000 personnes étaient dans la rue à Bruxelles, à l'appel de la CES, pour exiger la fin des politiques d'austérité et la mise en place d'un plan européen d'investissement pour relancer les économies. A Madrid le 22 mars, ils étaient des centaines de milliers à marcher pour la dignité. Demain à Paris, nous serons aussi des milliers à dire « L'austérité ça suffit, nous marchons pour l'égalité et le partage des richesses ».

Bien des voix s'élèvent pour exiger le changement. Nous voulons avec elles porter ce débat dans les échéances politiques décisives à venir.

Nous n'allons pas vivre des élections européennes comme les autres. L'Europe est à la croisée des chemins.

Le groupe de la GUE-NGL va très probablement, si l'on en croit les sondages, se renforcer de manière significative. Il sera donc un appui plus fort dans cette bataille démocratique contre la pensée unique et pour porter des idées neuves, solidaires, des propositions concrètes de politiques publiques au service du développement humain. Le PGE est totalement engagé pour la réussite de cette perspective d'espoir.

C'est pour unir, rassembler, briser le mur du silence sur ces idées nouvelles que nous avons construit la candidature d'Alexis Tsipras à la Présidence Commission européenne. Pour donner de l'ampleur à cette voie nouvelle, à cette voie de la gauche européenne rassemblée.

Les dirigeants européens ont beaucoup détruit. Ils veulent continuer. Et bien nous, nous voulons reconstruire. C'est une responsabilité immense.

Ceux qui régulièrement nous collent une étiquette d'euroseptiques parce que nous refusons cette Europe au service des marchés. Qu'ils se la collent sur eux-même, ce sont eux qui sont en train de détruire l'Europe !

Ce sont eux qui font le lit des opposants à toute construction européenne, le lit de l'extrême droite, des populisme rétrogrades.

Nous sommes des internationalistes du 21^e siècle, des européens solidaires, nous avons un projet pour l'Europe.

La question de nos convergences, de nos forces, aussi diverses soient-elles, est une question essentielle pour les années à venir. C'est le cœur du projet du PGE. C'est maintenant qu'il faut le faire et nous en sommes capables. Il ne faut plus perdre de temps.

Notre schéma alternatif repose sur 4 piliers indissociables :

- stopper l'engrenage des politiques d'austérité et restructurer les dettes publiques pour permettre la relance,
- mobiliser les immenses ressources financières, bancaires, monétaires qui existent en Europe pour les mettre au service de la relance sociale et industrielle, une relance pilotée par l'intérêt public ce qui suppose de dégager la BCE et les institutions financières de la tutelle et des critères des marchés financiers,
- mettre ces ressources financières au service d'un nouveau modèle: il ne s'agit pas de relancer la vieille croissance capitaliste mais de permettre l'émergence d'un modèle basé sur la solidarité et la coopération, l'harmonie entre les peuples européens plutôt que la domination des plus forts sur les plus faibles, la transition écologique de nos systèmes productifs contre l'intensification productiviste aveugle et contre les gâchis du capital.
- faire de la démocratie, restaurer les souverainetés populaires et nationales, accorder de nouveaux droits aux citoyens, aux travailleurs et aux syndicats, garantir les libertés, bref, faire de la démocratie le moteur de la transformation sociale.

Dans l'immédiat, il est impératif de briser le tabou de l'austérité.

Nous vivons en ce moment en France une accélération extrêmement grave de la crise économique et sociale avec les renoncements de François Hollande qui s'est immédiatement mis dans les roues du traité budgétaire européen et dans les roues d'Angela Merkel contrairement à toutes ses promesses électorales. Mais c'est aussi une crise politique comme le prouvent les résultats des élections municipales qui ont débouché sur une victoire de la droite et de l'extrême droite. Les trois décisions prises par François Hollande après les municipales donnent le ton : il a nommé Manuel Valls premier ministre, le représentant de l'aile la plus à droite du PS, JP Jouyet au secrétariat général de l'Elysée, l'ancien ministre « d'ouverture » de Nicolas Sarkozy et le représentant direct des intérêts des marchés financiers, et pour dire l'importance qu'il accorde à la bataille de réorientation européenne, il vient de nommer secrétaire d'Etat aux affaires européennes celui qu'il vient de congédier de la direction du PS, Harlem Désir, en disant qu'il n'était pas à la hauteur de la tâche.

Il nous faut donc nous opposer à ces politiques mais en disant avec plus de force, comme nous le faisons aujourd'hui, qu'il y a un chemin nouveau, qu'il y a une alternative. Le temps est venu pour crédibiliser toutes nos propositions d'unir les forces de la gauche européenne autour d'un corpus commun de propositions économiques, monétaires, financières, fiscales. Si nous ne traitons pas la question des moyens financiers, nous resterons en difficulté face à ceux qui nous disent que rien n'est possible.

La finance n'est reine que parce que certains acceptent de lui laisser la couronne.

La BCE, l'utilisation du crédit bancaire, le rôle des banques, la mobilisation des profits réalisés par tous les grands groupes européens ne peuvent plus être des tabous politiques en dehors du contrôle des citoyens. Il n'y aura pas de progrès social, pas de sortie de crise, pas de protection des écosystèmes, pas de démocratie tant que nous ne parviendrons pas à reconquérir du pouvoir sur ces questions majeures.

C'est pourquoi il est urgent et impératif d'engager le bras de fer avec la finance, démanteler la toute puissance des marchés financiers

- en restructurant partout la dette pour annuler sa partie illégitime
- en changeant le rôle et les missions de la BCE,
- en créant de nouvelles institutions comme le fonds que Yiannis Milios a présenté dans son introduction
- en engageant des réformes fiscales d'ampleur pour répartir mieux les richesses

Il faut attaquer le système financier à la racine pour retrouver des marges de développement.

C'est un combat que nous pouvons gagner même s'il paraît extrêmement difficile. Au cœur même du système les doutes grandissent. Quand Mario Draghi, le gouverneur de la BCE, face à un risque sérieux de déflation, est obligé de parler de « politique non conventionnelle », c'est une manière de reconnaître que les choix actuels nous conduisent dans l'impasse.

Il faut donc poursuivre notre réflexion sur les nouveaux pouvoirs qu'il convient de reconquérir dans ce domaine crucial.

Comme l'a dit Alexis Tsipras à Paris récemment nous voulons faire tomber la « Bastille du néolibéralisme » et ouvrir des chemins d'émancipation sociale en Europe.

Notre objectif est que les semaines qui viennent jusqu'au 25 mai soient l'occasion de porter de manière beaucoup plus forte, ensemble, ces questions dans le débat public. Ce serait aussi un acte politique très important car la comédie électorale de certains risque de détourner les citoyens des enjeux européens et de l'élection elle-même.

Nous devons conquérir l'engagement citoyen dans le débat politique européen donc il faut parler des vrais enjeux.

Merci.